



MÉMOIRE D'OXFAM CANADA AU COMITÉ PERMANENT DE LA CONDITION FÉMININE POUR SON ÉTUDE SUR LA SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE DES FEMMES

Le 15 mars 2017

En janvier, Oxfam a révélé que la richesse de deux milliardaires était supérieure à celle des 30 % les plus pauvres de la population canadienne. Comme les femmes constituent la majorité des pauvres du monde, ce sont elles qui souffrent le plus des inégalités économiques croissantes. À l'étranger comme au Canada, les femmes sont de loin les plus nombreuses à occuper un emploi mal rémunéré, qui souvent répondent tout juste aux besoins de sécurité et d'intégrité physique. Nous demandons des progrès dans les cinq domaines suivants.

1. Le gouvernement doit garantir un salaire décent aux femmes.

Soixante pour cent des personnes qui travaillent au salaire minimum sont des femmes au Canada. Elles sont souvent contraintes d'accepter des emplois faiblement rémunérés et précaires parce qu'elles n'ont aucun filet de sûreté digne de ce nom, en partie parce qu'elles ont du mal à obtenir de l'assurance-emploi et que les prestations reçues sont trop faibles pour leur permettre de joindre les deux bouts. Or, nulle part au Canada le salaire minimum n'est suffisant pour gagner sa vie. Sans un salaire décent, les femmes n'ont aucune chance de sortir de la pauvreté ou d'atteindre l'égalité économique.

Nous exhortons le gouvernement à offrir des salaires de subsistance et à faire en sorte que les marchés publics ne soient accordés qu'aux employeurs qui adoptent ce principe. Il faut encourager fortement les provinces et le secteur privé à suivre le mouvement. Nous demandons aussi au gouvernement de soutenir les organismes de défenses des droits de la femme, en raison du rôle crucial qu'ils jouent pour favoriser les changements qui feront progresser l'égalité économique des femmes. Le gouvernement doit permettre à Condition féminine Canada d'offrir ce soutien en augmentant son budget annuel à 100 millions de dollars.

2. Le gouvernement devrait faire de l'équité salariale une priorité.

Comme une femme ne gagne en moyenne que 0,74 \$ pour chaque dollar gagné par un homme, elle doit travailler 14 ans de plus pour cumuler les mêmes revenus qu'un homme qui prend sa retraite à 65 ans. De plus, les femmes composent avec les arrêts de travail liés à leurs responsabilités envers des enfants, des personnes âgées ou des proches malades, ce qui réduit grandement ses gains potentiels. Les aînées seules comptent parmi les groupes les plus pauvres au Canada. L'écart salarial s'accroît pour les femmes racisées, autochtones, immigrantes et handicapées.

Nous demandons au gouvernement d'accélérer l'adoption d'une loi sur l'équité salariale. Le gouvernement doit utiliser tous les outils à sa portée pour obliger les provinces à adopter une loi sur l'équité salariale. Le gouvernement doit aussi réduire le seuil d'admissibilité à l'A-E et l'indexer aux besoins plutôt qu'aux gains ainsi qu'améliorer le Régime de pensions du Canada et prestation du Supplément de revenu garanti.

3. Le gouvernement doit lutter globalement contre la violence faite aux femmes

Les taux élevés de violences conjugales et sexuelles restent élevés au Canada. La violence à caractère sexiste a une forte incidence sur la sécurité des femmes, et l'insécurité économique peut rendre les femmes plus vulnérables à la violence. De plus, l'absentéisme et le faible rendement au travail liés à la violence peuvent exposer les victimes à des sanctions disciplinaires et à la cessation d'emploi.

Nous demandons au gouvernement d'élaborer et de mettre en œuvre un plan d'action national de lutte contre la violence faite aux femmes pour voir à ce que les femmes, peu importe où elles se trouvent, ont accès aux mêmes services et à la même protection. Nous souhaitons aussi l'adoption d'une loi fédérale qui permet aux victimes de violence de prendre congé sans craindre de perdre leur emploi, comme au Manitoba.

4. Le gouvernement doit investir dans l'économie des soins

Dans les pays riches comme dans les pays pauvres, la prise en charge des soins non rémunérés incombe aux femmes de manière disproportionnée. Au Canada, les femmes consacrent 3,9 heures par jour à des soins non rémunérés, comparativement à 2,4 heures pour les hommes. Les investissements dans les services publics et l'économie des soins (services de garde, soins aux personnes âgées, santé, éducation) stimulant l'emploi contribuent à une croissance plus inclusive et aident à aplanir les disparités pour les femmes en réduisant les écarts salariaux et en améliorant l'accès à des emplois décents. Les investissements du Canada dans les services de garde (0,25 % du PIB) sont bien inférieurs à la moyenne de l'OCDE (0,7 %), et les services aux aînés, comme les soins communautaires et à domicile, ne répondent toujours pas à la demande.

Nous demandons au gouvernement de maintenir et d'accroître le financement des services de garde afin que tous aient accès à des garderies de qualité d'ici 2020. Il faut compléter ces investissements par des initiatives qui garantissent des salaires de subsistance et l'équité salariale à tous les travailleurs des services de garde ainsi que des congés parentaux équitables et des formules de travail flexibles. Nous souhaitons aussi que les Premières Nations et les aînés reçoivent plus de services. Le Canada doit également signer et ratifier la Convention n° 189 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur la protection des travailleuses et travailleurs domestiques.

5. La lutte contre l'insécurité économique des femmes nécessite du leadership à l'échelle nationale et mondiale

Dans un contexte de mondialisation, ce sont les mêmes facteurs qui contribuent à l'insécurité économique des femmes au Canada et dans le monde. L'économie mondiale progresse sur le dos des femmes, parce que les entreprises mènent une course vers le bas en ce qui concerne les salaires et les normes de travail, peu importe le pays. Le gouvernement doit aussi responsabiliser les entreprises de façon à ce qu'elles rendent compte de leur empreinte dans le monde.

Nous demandons au gouvernement d'envisager sérieusement de tenir les entreprises responsables dans le cadre de son programme politique féministe et de commander une étude lui permettant de déterminer précisément ce qu'il faut faire pour améliorer la situation. Nous souhaitons aussi que le gouvernement fédéral augmente graduellement son enveloppe de l'aide internationale pour atteindre l'objectif des Nations Unies de 0,7 % et investir 20 % de toute l'aide canadienne à la promotion des droits de la femme et à l'égalité des sexes, y compris les droits des travailleuses et l'autonomisation économique.